

Dans les pas de la tsarine Conte monétaire

« Il fallait emporter ces bouts de papier avec soi quand on allait faire des courses, mais quand j'avais neuf ou dix ans les gens utilisaient des cartes en matière plastique ; pas encore pour l'épicerie, c'est venu plus tard. Cela semble si primitif, totémique même ; comme des cauris, ces coquillages qui servaient de monnaie. J'ai dû utiliser ce genre d'argent moi aussi, un peu, avant que tout ne passe sur l'Ordinabanque. »

Margaret Atwood, *La servante écarlate*, (*The Handmaid's Tale*, 1985), Paris, Pavillons Poche, Robert Laffont, 2019, p. 306.

À ma petite-fille

Il tira la porte de sa vieille mesure en pierre et en toit de lauzes derrière lui. Il vérifia d'une poussée que le vent ne risquait pas de l'ouvrir. Il se coiffa de son béret, prit son bâton et entreprit sa marche quotidienne, histoire de dérouiller arthrose et autres désagréments de l'âge. On venait juste de passer le solstice d'hiver, mais l'hiver n'était pas encore là. Viendrait-il ? Les chênes avaient perdu leurs feuilles assez tôt cette année, mais, après un redoux, pluie et vent avaient renvoyé les premiers frimas à plus tard. Il fallait lever les yeux vers 1500 ou 1800 mètres d'altitude pour apercevoir les premières blancheurs pyrénéennes. La neige faisait faux bond. De plus en plus haut d'année en année. À plus d'un titre, 2020 aura été exceptionnelle. Une des trois années parmi les plus fortes chaleurs jamais enregistrées. De quoi accueillir dans les meilleures conditions pour lui, avec un nid tout chaud et bien douillet, ce minuscule virus au doux nom scientifique de SARS-CoV-2 (*Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2*) ou de *coronavirus disease 2019*, prénommé Covid-19, qui a présenté dès son premier balbutiement une facture d'approximativement deux millions de morts pour l'année dans le monde. Notons, que dans sa déclaration à l'état-civil, son sexe était indéterminé, comme son genre, tantôt masculin, tantôt féminin. L'Académie française, longtemps rétive à la féminisation des noms et des titres, a, cette fois, fait preuve d'audace : on dira la Covid, parce que maladie est du genre féminin. Pourquoi, dans ce cas avoir conservé *disease* qui n'a pas de genre ?

*
* *

1. Les barrières sautent

Ne cherchons pas, ce n'est pas le plus grave. Trans-espèces est devenu un marqueur de notre époque. Une époque où toutes les barrières sautent : celle qui sépare l'habitat humain et celui de l'animal qui recule. Il faut bien que les mégapoles s'étendent, que l'agriculture intensive défriche, que les forêts primaires laissent la place aux espèces à croissance rapide. Et pour bien montrer à quel point l'animal est proche de l'homme – sans que l'on ait encore pu vérifier l'inverse –, le premier a tenu à faire don au second des virus qu'il abrite et, ainsi, ne pas le laisser dans l'ignorance de cette forme étonnante de la vie : les virus migrent, du panda ou la chauve-souris à l'homme. Ah, quel destin aurait été le nôtre si nous avions trépassé avant de connaître les zoonoses ? Aurions-nous pu seulement vivre sans soupçonner leur possibilité ?

Un « bonheur », ou tout au moins une découverte scientifique, n'arrivant jamais seul, une seconde barrière a sauté en 2020. C'est celle qui interdisait formellement le passage de la démocratie dans la banque. Démocratie, banque, comment pouvait-on imaginer pareil assemblage ? Notre homme avançait promptement sur un petit sentier abrupt tant que le soleil n'avait encore franchi le rideau d'arbres situé plein est. Il valait mieux ne pas prendre froid. Ses pas étaient aux antipodes de ses pensées. Les uns réguliers, les autres éparpillés et discontinus. Les premiers, métronomiques ; les seconds vagabonds. Celles-ci, plutôt du genre musique contemporaine, avec dissonances et sans mélodie, n'étaient pas mémorisables. Une idée traversait son esprit et était aussitôt mise en quelque coin obscur de la mémoire, à jamais irrécupérable. On lui avait dit : n'aie pas peur, c'est normal, c'est l'âge. Et c'est même mieux ainsi, car tu ne t'encombres pas du superflu, tu gardes l'essentiel. Lui, il préférait attribuer ces intermittences mnémoniques aux traumatismes qu'il avait vécus lors des deux dernières enquêtes de sa vie d'inspecteur de police. Même la grande presse avait considéré comme marquants au début du XXI^e siècle « Le mystère de la chambre forte » et « Le parfum de la banque en noir »¹. Avançant en terrain inconnu, il s'était contenté, ne sachant pas faire autre chose, de suivre un fil d'Ariane aussi banal qu'efficace : quel est le mobile ? Ensuite, tout avait été fait de circonstances favorables, au hasard de rencontres fructueuses et d'un zeste de déduction. Le mystère de la chambre forte n'existe pas : dans son principe, la monnaie est créée à la demande de l'économie par des banques peu regardantes sur le type d'économie. Et le parfum de la banque en noir est celui qu'on impose aux peuples récalcitrants pour les anesthésier, ou les plonger dans l'illusion, un peu à la manière de l'« orgue à parfums et à couleurs » distributeur de « soma », imaginé par Aldous Huxley².

Notre homme avait remis deux rapports en ce sens en 2011 et 2014 à sa hiérarchie. Il n'avait jamais su si les voies qui allaient de Beauvau à Bercy avaient pu acheminer ces rapports. Il n'en avait plus entendu parler. Il avait seulement remarqué qu'un petit groupe d'*Économistes dissonants* avait publié quelques années plus tard un petit livre où l'on retrouvait nombre d'analyses dans lesquelles il s'était reconnu³. Cela l'avait un peu réconforté, après les moqueries et vexations qui avaient entaché sa fin de carrière. Les railleries étaient telles que personne ne l'appelait plus par son patronyme, mais par un sobriquet – HomoAttacus, dont le diminutif était Attacus, prononcé *attacous* – en liaison avec sa proximité avec une association citoyenne, que les renseignements généraux et le Ministère de l'intérieur, son employeur, avaient établie avec certitude. On disait qu'HomoAttacus était un pied de nez à l'*homo œconomicus*, figure aussi pittoresque qu'imaginaire des économistes bien en cour. Toujours est-il que son côté électron libre n'en avait pas pris ombrage. Il n'était pas fiché S, mais fiché G, comme gascon ou grognon. Un grognard en somme, de la vieille garde sociale, soucieux qu'une certaine intersectionnalité sans nuance ne conduisît aux réformes sociétales en lieu et place des réformes sociales si les déterminations et les dominations sociales étaient noyées dans un ensemble non articulé.

Il avait fini de gravir la pente au-dessus du talweg, les rayons de soleil éclairaient le versant opposé et la matinée promettait d'être agréable. Une caille prit son envol quelques pas devant lui et il regretta de l'avoir dérangée. Pourquoi fallait-il que sa façon à lui d'être vivant

¹ [Le premier rapport](#) fut publié dans Attac, *Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir ?*, Les Liens qui libèrent, 2011, p. 161-188, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf>. [Le second](#) fut publié dans Jean-Marie Harribey, *Les feuilles mortes du capitalisme*, Le Bord de l'eau, 2014, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/parfum-banque-en-noir.pdf>. Ces deux nouvelles portaient un titre s'inspirant des premières aventures de Rouletabille dans une trilogie racontée par Gaston Leroux au début du XX^e siècle, *Le mystère de la chambre jaune*, *Le parfum de la dame en noir* et *Rouletabille chez le tsar* dont le titre inspire ici la troisième enquête de l'inspecteur surnommé HomoAttacus..

² Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes*, (*Brave New World*, 1932), Paris, Plon, Pocket, 1977, p. 109.

³ Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Jonathan Marie, Dominique Plihon et Jean-François Ponsot, *La monnaie, un enjeu politique*, Paris, Seuil, 2018.

en cette fraîche matinée soit une gêne pour un autre être vivant ? Le métabolisme entre l'homme et la nature était-il à ce point à sens unique pour que ne puissent s'épanouir différentes « manières d'être vivant »⁴ ?

Il ne savait pas répondre à cela, mais un souvenir lui revint à l'esprit : au cours de ses pérégrinations précédentes, il avait rencontré Madame Christine Lagarde, à l'époque directrice du Fonds monétaire international (FMI)⁵. Il se souvenait de lui avoir demandé pourquoi le FMI dépêchait dans les pays en difficulté financière des représentants choisis parmi ceux qui avaient entraîné le monde dans la crise⁶. La réponse fit comme la caille, elle s'envola, se perdit dans les nuages, sans plus jamais revenir. Mais c'était un signe : il ne se passait pas un jour sans que, par bribes, son esprit ne se mît à vagabonder, d'un fait à l'autre, d'une idée à l'autre, d'une controverse à l'autre. Il faut dire qu'il avait écouté sa bibliothécaire préférée, qui lui avait prodigué mille conseils de lecture pour l'armer dans la compréhension des choses économiques et sociales. Jusque-là, sa seule sociologie, il l'avait acquise sur le tas, au gré des enquêtes sur des drames plus ou moins sordides, révélateurs des déchirements intimes de l'âme humaine et, le plus souvent, mettant à nu un tissu social déchiré par l'individualisme, le repli sur soi et la jalousie de la condition de celui qui était juste un barreau au-dessus dans l'échelle de la société. Tandis que son économie se résumait aux adages « à qui profite le crime ? » et à « qui concurrence qui ? »

À présent, il n'avait pas d'étagères remplies de livres savants, mais juste quelques-uns qui lui avaient permis de maîtriser quelques linéaments. En particulier sur le point le plus curieux pour les théoriciens et le plus obsédant pour tout un chacun : l'argent, *the money*. Son premier rapport « Le mystère de la chambre forte » avait dissipé tout malentendu : la monnaie n'est pas seulement un instrument d'échanges économiques, elle est une institution sociale qui intronise chaque individu en membre de la communauté politique. La sauvegarde de l'ambivalence de la monnaie, bien privé et bien public, est l'une des conditions de la constitution du tissu social. Son deuxième rapport « Le parfum de la banque en noir » avait fait la lumière sur la prétendue disparition de 1000 milliards d'euros distribués par l'European Central Bank (Banque centrale européenne) au début de la décennie 2010 lorsque la crise financière de 2007, venue des États-Unis, avait gagné l'Europe et menacé la survie de l'euro : en réalité, les menaces sur la monnaie européenne signaient les rapports de force entre pays dominants et pays dominés, dont la Grèce fut la première victime.

Il pensait avoir fait le tour de cette géométrie monétaire, dans laquelle on rencontrait plus de micmacs que de théorèmes, et qu'il méritait de prendre la tangente vis-à-vis de tant de querelles et de faire valoir ses droits à la retraite. Mais deux événements allaient le précipiter de nouveau dans ce tourbillon. Le premier était que, depuis quatre ou cinq ans, les choses s'étaient de nouveau gâtées dans la marmite monétaire et financière. Le second était que notre homme avait une petite-fille qui venait d'entrer en classe de seconde au lycée. Or, cela ne faisait pas la une des journaux, mais le Medef avait réussi son coup, au prix d'une campagne forcenée de plusieurs décennies auprès du Ministère de l'éducation nationale : vider l'enseignement des sciences économiques et sociales au lycée de tout ce qui pouvait s'écarter des dogmes dominants faisant du marché l'alpha et l'omega de la vie en société. Et la petite-fille bombardait *lou vieil* de questions. Pourquoi la Banque centrale européenne donne-t-elle des sous à tire-larigot ? Et à qui ? Qui va rembourser tout cet argent ? Sera-t-il suffisant pour

⁴ Selon l'expression de Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant, Enquêtes sur la vie à travers nous*, Postface d'Alain Damasio, Arles, Actes Sud, 2020. Recension dans Jean-Marie Harribey, « [Un livre pour l'été 2020 : Manières d'être vivant de Baptiste Morizot](https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/07/10/un-livre-pour-l-ete-2020-manieres-d-etre-vivant-de-baptiste-morizot) », 10 juillet 2020, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/07/10/un-livre-pour-l-ete-2020-manieres-d-etre-vivant-de-baptiste-morizot>.

⁵ Tous les propos tenus et les dialogues rapportés sont authentiques. Seuls les intermèdes sont de pure fiction.

⁶ À l'époque, en 2013, c'était Vincenzo Guzzo, ex-dirigeant de Lehman Brothers, qui fut envoyé par le FMI remettre de l'ordre à Chypre.

vaincre le coronavirus Covid-19 ? Une bonne santé dépend-elle de l'argent ? Le vaccin ira-t-il à ceux qui en ont, de l'argent ?

*
* *

2. La carte des tendres

Notre randonneur montagnard matinal était arrivé sur la crête. Au fond, plein sud, on apercevait les contreforts orientaux du Cirque de Gavarnie, et, juste derrière, le toit toujours blanc du Monte Perdido, situé entièrement en Espagne, qu'il avait gravi deux fois, mais c'était dans un autre temps. Pour l'heure, il lui suffisait de le savoir là, lui-même n'était pas perdu, car il aurait pu dessiner les différents itinéraires pour le gravir. Bien plus simples à cartographier que les multiples étages du système bancaire européen et les compartiments de toute la masse de monnaie qui circulait dans l'économie.

Comme les milliards pleuvaient à verses continues, des milliards de tout, d'euros, de dollars, de livres sterling, de yens, de francs suisses et même, de plus en plus, de yuans, peu de gens savaient comment les cataloguer, dans quelles cases les ranger et surtout dans quels canaux ils se glissaient. Parce que, en termes d'averses, c'était plutôt du genre déluge. Les vannes du ciel monétaire étaient ouvertes. On était sur le point d'admettre que le réchauffement climatique provoquerait la modification radicale du régime des pluies dans le monde, comme le préoyaient depuis une trentaine d'années les scientifiques du GIEC. Mais ce changement avait démarré par des précipitations monétaires. De l'argent, en veux-tu, en voilà, affirmaient d'une seule voix toutes les banques centrales du monde : la Réserve fédérale états-unienne (Fed), la Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre (BoE), la Banque du Japon (BoJ), pour ne nommer que les principales.

Les banquiers centraux n'étaient pas spontanément des trésors de tendresse. Pourquoi cette soudaine apparente générosité ? Autant l'air vif matinal d'altitude donnait à l'ancien inspecteur toujours un élan de vie pour la journée, autant les réponses à ces questions ne flottaient pas dans l'air qu'il respirait à pleins poumons. Pour les trouver, il lui faudrait sans doute abandonner pour quelque temps ses vallées et ses sommets préférés et rejoindre la ville. Quitter le brouillard des cimes pour les brumes polluées des cités. La grande différence entre le brouillard des montagnes et la brume polluée citadine est qu'on peut s'élever au-dessus du brouillard des montagnes – la mer des nuages –, alors qu'on ne peut jamais passer au-dessus de la pollution, elle pèse toujours sur vos épaules comme une chape de plomb.

La générosité des banquiers centraux marquait-elle leur conversion en une charité sincère ? Ou dissimulait-elle une tromperie à la mesure des sommes quasi astronomiques déversées quotidiennement ? S'il voulait éclairer un peu sa petite-fille, il devrait bientôt repartir en quête d'informations. En quête, l'expression lui avait toujours paru très appropriée. Il décida d'accrocher son béret de montagnard à son clou et de se recoiffer de sa vieille casquette d'inspecteur, un peu poussiéreuse depuis le temps, mais toujours protectrice de ses neurones fatigués.

Il prit le train, remonta sur Paris et somnola presque tout le temps du voyage. Il n'aurait pas trop su dire s'il rêvait ou s'il réfléchissait. Mais il ressentait la pénible impression de tout mélanger, d'avoir oublié ce qu'il avait cru posséder. Sept ans d'évasion⁷ entre torrents et lacs, entre vallées et sommets, lui avaient paru très courts, mais suffisamment longs pour éteindre

⁷ Sa dernière enquête remontait à 2014.

les quelques lueurs qu'il avait allumées auparavant. À sa décharge, il faut reconnaître que des faits nouveaux s'étaient incrustés dans le paysage. Des faits contraires aux faits précédents. Plus curieux encore, des faits coexistant avec leur exact contraire. Un peu à la manière du « doublepenser » décrit par George Orwell dans 1984 :

*« Les noms des quatre ministères qui nous gouvernent contredisent à dessein leur vraie nature. Le Ministère de la Paix s'occupe de la guerre, le Ministère de l'Amour de la torture, le Ministère de la Vérité de la propagande et celui de l'Abondance de la disette. Ces contradictions ne doivent rien au hasard et ne relèvent pas davantage de la simple hypocrisie. Ce sont des applications strictes du doublepenser. Car ce n'est en conciliant les contradictions qu'on garde le pouvoir indéfiniment. »*⁸

Et l'époque était étonnante. Depuis Francfort, la voix officielle annonçait toujours : la priorité de la BCE est de lutter contre l'inflation, mais elle cherchait à la faire repartir ; la BCE n'intervient pas dans la politique des États car elle indépendante vis-à-vis d'eux, mais elle rachète sans discontinuer des titres de la dette publique aux banques qui les détiennent ; la BCE est une institution publique garante de la stabilité de la monnaie, mais elle laisse émerger des crypto-monnaies et des projets de monnaies privées qui visent à court-circuiter toute régulation publique. Que de changements en sept années ! HomoAttacus n'était qu'un souvenir. Il ne subsistait de lui que son enveloppe charnelle, son esprit avait été en partie vaporisé, comme disait Orwell. Le passé de ses pensées avait été, sinon rayé, du moins passablement édulcoré. Leur présent était une coquille à moitié vide. À quoi pouvait bien lui servir sa tête revirginisée ?

Il lui restait cependant la pleine conscience de son état, c'est-à-dire de ses lacunes. Il y a deux stades dans un oubli. Le premier, et le moins dramatique, est celui où l'on ne sait plus expliquer un problème après l'avoir su. Le second, plus grave, est l'oubli de lui-même. Dans le premier, on sait qu'on a perdu une trace, mais qu'en retravaillant, en re-cherchant, on a une chance de la retrouver. Dans le second, on ne sait même plus qu'il existait une trace. Heureusement, l'inspecteur en était au premier stade. Afin de démêler l'écheveau, il lui fallait donc remettre ses pas sur le début d'une piste. Il hésita à la mettre en pratique, mais sa seule idée fut de téléphoner à sa vieille amie Jessie Thérers, qui, dans le passé, l'avait déjà bien aidé à débayer quelques terrains. « Ça me fait très plaisir, viens me voir, lui dit-elle, j'ai toute une gamme de nouveaux thés à te faire goûter. ». Il ne se fit pas prier, rendez-vous fut pris.

En attendant l'heure de celui-ci, il déambula sur les quais de la Seine, fureta ici et là chez quelques bouquinistes, plus pour le plaisir de fouiner au hasard que pour chercher quelque chose de précis. Il reprit sa marche – oui, il marchait tout le temps, à Paris comme dans les Pyrénées – et s'arrêta dans la première papeterie qu'il rencontra. Il prévoyait qu'il aurait beaucoup de choses à noter.

« Que puis-je pour vous ? », lui demanda le commerçant.

– Je souhaiterais un carnet à spirales, à gros carreaux, mais de petit format, de telle sorte que je puisse le fourrer dans ma poche ».

Le commerçant revint peu après avec l'objet.

« Cela fera six euros cinquante, Monsieur. Vous réglez comment ? En carte bancaire ? En carte sans contact ? »

Surpris, l'inspecteur répondit :

« Non, pour si peu, je vais payer en espèces.

– Ah, Monsieur, je suis désolé, ce n'est pas possible. Depuis le coronavirus, nous avons banni les espèces. »

La réalité et ses propres inconnues au sujet de celle-ci le rattrapaient déjà. Un peu inquiet, il fouilla ses poches ; par chance, il avait sa carte dans son portefeuille. Mais il entama la conversation avec son vendeur.

« Comment font les gens qui n'ont pas de carte bancaire ou qui ne l'ont pas sur eux ?

⁸ George Orwell, 1984, (1949), Paris, Gallimard, Folio, 2018, p. 268-269.

- C'est embêtant. Si je les connais, je leur fais crédit, surtout pour des petites sommes. Si je ne les connais pas, n'habitent pas près d'ici, et s'ils ne sont que de passage, je suis contraint de leur refuser la transaction, en m'excusant autant que je peux. »

L'inspecteur réfléchit quelques secondes et reprit :

- « Est-ce que je me trompe ou bien la monnaie de billets et de pièces n'a-t-elle pas cours légal et forcé, c'est-à-dire qu'elle ne peut être refusée ? »
- Euh, je ne sais pas, Monsieur. Mais, ces temps-ci, cela fait partie des gestes barrières simples. L'argent circule de mains en mains, sans qu'on puisse le désinfecter après chaque achat ou vente. Donc, la monnaie électronique nous aide bien.
- Ah, il existe plusieurs monnaies ?, fit l'inspecteur, faussement naïf, avec un sourire.
- Oui, répondit l'autre, en souriant à son tour, se prêtant au jeu. Voyez, il y a les billets, mon dépôt sur mon compte bancaire que je peux utiliser comme je veux, avec mon chéquier, ma carte, mon smartphone. Je n'ai pas encore de montre qui permet de payer, mais ça viendra.
- C'est l'heure de bien compter alors ! répondit l'inspecteur, moi, je m'y perdrais au sein de tous ces moyens techniques. Est-ce que ça rend plus riche ? »

Mais il riait, il remercia le vendeur, salua et sortit avec le carnet à spirales tout neuf, en se disant qu'il pourrait déjà y noter des choses, des questions plutôt.

Il arriva chez Jessie Thérers à l'heure dite. Leurs retrouvailles furent chaleureuses.

- « Tu n'es pas un peu fou de revenir t'enliser dans Paris pour des histoires de monnaie. En fait, n'aurais-tu pas un souci d'argent, qui te fait passionner pour elle, à moins que ce ne soit un souci *avec l'argent* ?, attaqua-t-elle malicieusement.
- Non, ne crois pas ça, je ne viens pas te voir pour consulter sur un divan, se défendit-il aussitôt. Ma retraite n'est pas très élevée, mais elle me suffit. Comme je ne sers plus à rien dans la société, je me dis que si je pouvais satisfaire la curiosité de ma petite-fille, au moins je contribuerais au lien social. N'est-ce pas ce que répètent les spécialistes en sociologie et en psychologie, qui vantent les services rendus par les retraités ? C'est vrai, tu n'es qu'économiste, peut-être ne le sais-tu pas », dit-il, ne ratant pas l'occasion de répliquer à sa pique précédente.

Ils rirent tous les deux. L'inspecteur enchaîna pour lui conter l'anecdote vécue avec le papetier.

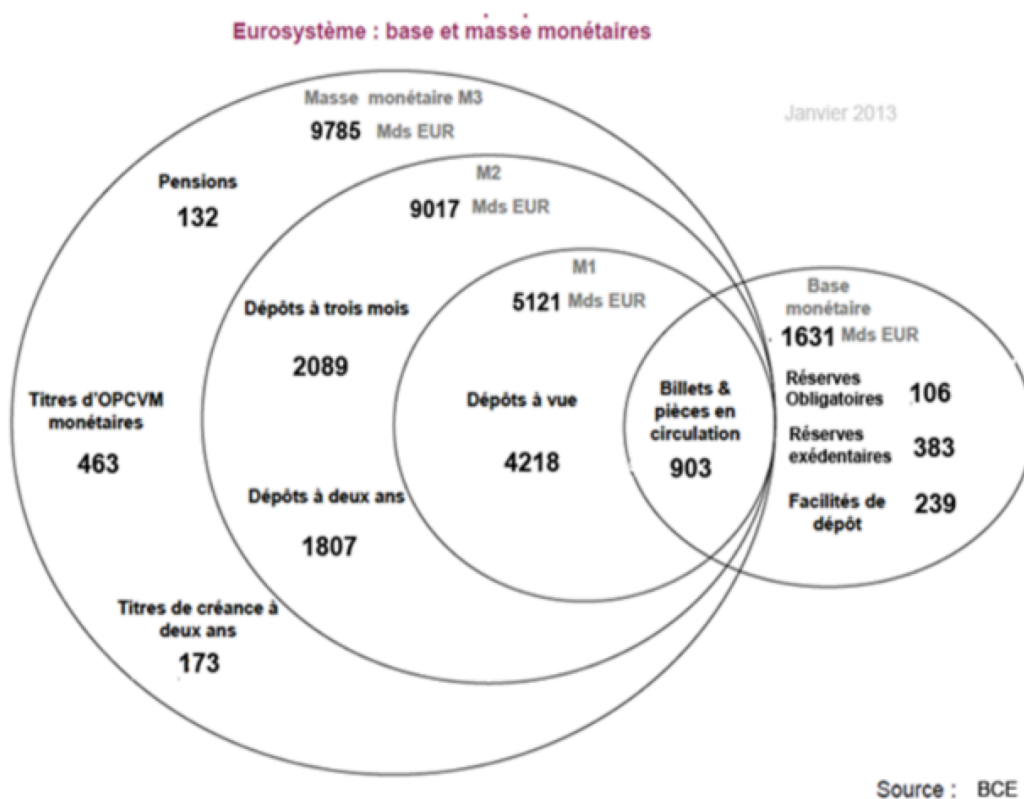
- « C'est amusant, dit-elle, et ton papetier a un peu le don de double vue. Parce que les banquiers centraux commencent à réfléchir à la suppression des billets et à la mise en place de nouvelles procédures de contrôles des moyens de paiement numériques. La Suède a même démarré ce processus de suppression progressive. Et la Chine s'y prépare. »

Au fur et à mesure que se déroulait la conversation, l'inspecteur retrouvait des bribes de ses anciennes connaissances :

- « Ne serait-ce pas grave, docteur, si la confiance disparaissait en même temps que la monnaie fiduciaire qui, en quelque sorte, porte son nom ? »
- Oui et non. Oui, parce que la banque centrale se libérerait de son engagement vis-à-vis des habitants à honorer tous leurs paiements en cette monnaie. Non, parce que la confiance dans la monnaie est nécessaire quelle que soit la forme qu'elle revêt.
- Je comprends, mais alors qu'elle est la relation entre ces différentes formes. Je ne m'y retrouve plus dans cette cartographie.
- Plutôt que de te faire un discours, je vais te chercher un document qui va te montrer les poupées gigognes de la monnaie. »

Elle s'absenta quelques instants et revint avec un schéma sous forme d'ellipses emboîtées les unes dans les autres.

« Commençons par le plus simple, qui ne correspond pas à l'ordre chronologique ni logique. Ne regarde pas pour le moment les données chiffrées qui datent de 2013 et qui aujourd'hui sont un peu supérieures, mais la structure n'a pas changé. »

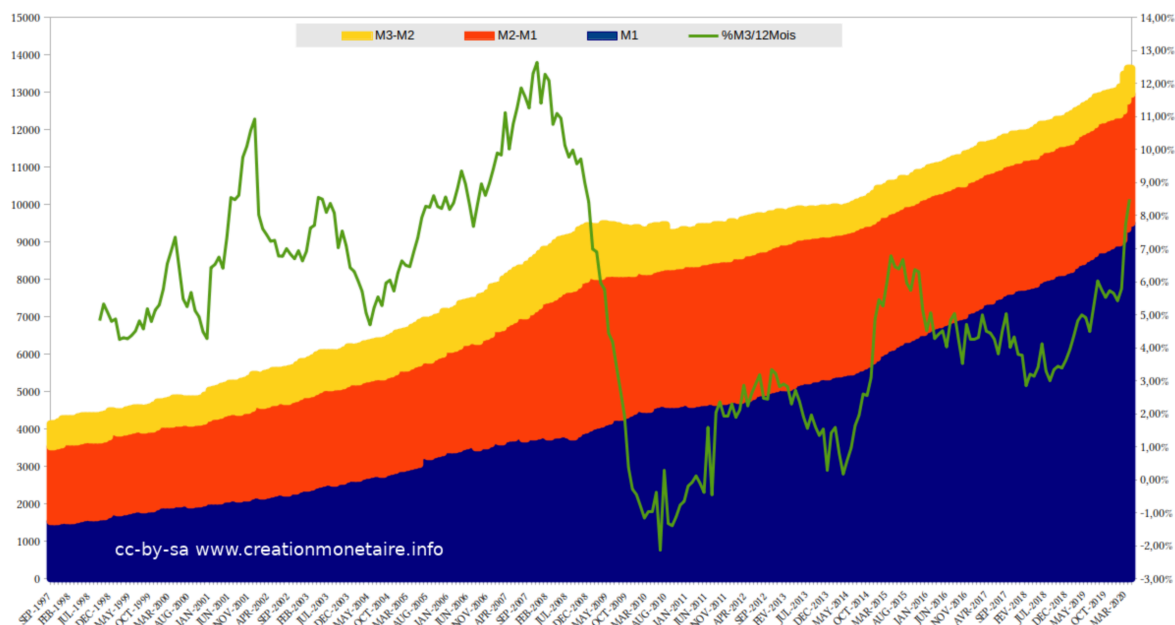


- « L'ellipse la plus à droite du schéma, reprit Jessie, donne la base monétaire, dite aussi monnaie centrale parce qu'elle désigne la monnaie dont la banque centrale est seule émettrice et responsable⁹. Cette monnaie centrale comprend deux grands éléments : les dépôts que les banques ordinaires doivent obligatoirement effectuer auprès de la banque centrale et qui sont des engagements de celle-ci à les honorer, notamment lors des transactions inter-bancaires ; et la monnaie dite fiduciaire (billets et en incluant aussi les pièces, monnaie divisionnaire). Ce deuxième compartiment de la base monétaire constitue le premier de la masse monétaire qui circule dans l'économie entre les agents économiques privés (ménages et entreprises) et publics (État, collectivités locales et administrations de sécurité sociale) dans son sens le plus restreint, appelé pour cela M1, et qui est complété par tous les dépôts à vue de ces ménages et entreprises dans les comptes de leurs banques, englobant donc la monnaie fiduciaire et la monnaie dite scripturale. Lorsqu'on ajoute à cette M1 les dépôts à terme, on obtient une masse élargie, appelée M2 ; enfin, si l'on ajoute à celle-ci les titres financiers moins liquides à plus long terme, on aboutit à la notion la plus large de la masse monétaire, appelée M3¹⁰.
- Donc, de droite à gauche, on va d'une liquidité totale à une liquidité restreinte ?, commente l'inspecteur, fier de montrer son esprit de déduction. Mais, dis-moi, ceci date déjà de huit ans. Qu'en est-il aujourd'hui ?

⁹ Cette base monétaire est parfois nommée M0.

¹⁰ Certaines cartographies considèrent aussi une M4, lorsqu'on ajoute à M3 les bons du Trésor, les billets de trésorerie et les bons à moyen terme émis par les sociétés non financières.

- Je me doutais de ta curiosité. Voici un second document pour te combler. Il vient de la même source, de la BCE. En bleu, M1 ; en rouge, la différence entre M2 et M1 ; en jaune, la différence entre M3 et M2 ; et la courbe en vert retrace l'évolution annuelle en pourcentage de M3. »



D'après le Rapport annuel 2019 de la BCE, 7 mai 2020, <https://www.ecb.europa.eu/pub/annual/html/ar2019~c199d3633e.fr.html#toc19>

L'inspecteur remercia son amie et lui dit : « J'en sais assez pour l'instant, et il faut que je digère ces informations. » Il prit congé et regagna son appartement. Celui-ci était situé au septième étage d'un immeuble du XI^e arrondissement et il l'avait gardé en location, au cas où... une exposition ou un concert à ne pas manquer. Il s'était toujours efforcé de grimper les sept étages à pied, car il ne supportait pas l'odeur de tabac froid collée aux parois de l'ascenseur. Certes, son nichoir ne valait aucun de ses petits sommets montagnards préférés, mais il avait une vue sur quelques toits parisiens qui n'était pas désagréable. Il entreprit de noter immédiatement les quelques éléments qu'il avait glanés au cours de la discussion avec son amie.

Il ouvrit son carnet tout neuf, payé sans monnaie, il voulait dire sans monnaie de papier ou de métal. En séparant en deux colonnes, ce qu'il croyait savoir à gauche, et ce qu'il devait élucider à droite, il écrivit :

Éléments pour un rapport en 2021

- 1) *Il faut distinguer la monnaie sous ses différentes formes (fiduciaire, scripturale) et les moyens techniques par lesquels elle est utilisée (matériels en papier ou métal, chèques et virements de compte à compte, cartes bancaires, supports électroniques). Quel que soit le moyen utilisé, un paiement n'est honoré que si le compte bancaire de l'agent est suffisamment approvisionné.*
- 2) *Que l'on prenne l'une des trois définitions, M1, M2 ou M3, la tendance est à l'augmentation de leur enveloppe au cours des deux dernières décennies, avec des pics de croissance en 2001, 2007-2008 et 2020, c'est-à-dire lors des crises récentes du capitalisme mondial.*

C'était peu à cette heure, mais déjà de nouvelles questions lui venaient à l'esprit :

- a) *Sa dernière observation – des pics de croissance de la masse monétaire correspondant aux crises – est-elle une coïncidence ou établit-elle une liaison logique ?*
- b) *Ce qui conduit à se demander pourquoi la masse monétaire augmente, semble-t-il, inexorablement ?*
- c) *L'hypothèse selon laquelle ce serait consubstantiel à la dynamique de croissance perpétuelle du capitalisme n'est-elle pas contradictoire avec l'idée que la monnaie est une institution sociale dépassant ce capitalisme ? La vision dominante chez les économistes est-elle compatible avec celle des historiens et des anthropologues ?*

*
* * *

3. Les paroles s'envolent, les écrits restent

L'inspecteur ne résautait pas. Facebook, Twitter, Instagram, Google+ et autres Pinterest et LinkedIn restaient pour lui des territoires inconnus et sur lesquels il s'était promis de ne pas s'aventurer. Il était moqué pour cela par ses petits-enfants, sa petite-fille n'étant pas la dernière à en rire à gorge déployée. En dépit de cette infirmité confirmée par toute la jeune génération adepte de la e.économie, et au-delà du martellement publicitaire en faveur de la 5G, il avait fini par se résoudre à se familiariser à l'accès à Internet. Il ne connaissait pas les délices des commandes sur Amazon, mais il s'était accoutumé à rechercher des informations sur la toile quand il ne pouvait pas se déplacer. Et, pendant les confinements de 2020, il avait amélioré grandement sa compétence en ce domaine, il faut dire qu'il partait de loin.

Le couvre-feu étant encore en vigueur à ce jour, il ne pouvait envisager de déplacements lointains. Aussi, il eut l'idée de se diriger vers l'état-major de la Banque de France, car il avait lu plusieurs déclarations du gouverneur de celle-ci, Monsieur François Villeroy de Galhau, qui, à quelques années d'intervalle, lui paraissaient à première vue étonnamment contraires. Il résolut de demander une audience. Il patienta deux bonnes semaines, mais reçut une réponse positive.

Le siège de la Banque de France à Paris est installé dans l'Hôtel de Toulouse, situé rue de la Vrillière dans le 1^{er} arrondissement. « Une merveille artistique, habituellement réservée aux personnes qui ont la chance d'y travailler » selon la présentation de son site Internet¹¹, sauf lors des Journées du patrimoine. Un immeuble attribué à la Banque de France, peu de temps après sa création (datant de 1800) par Napoléon 1^{er} en 1810, et qui avait été conçu sous le règne de Louis XIII par l'architecte François Mansart pour l'aristocrate et Secrétaire d'État Louis Phélypeaux de La Vrillière.

La rencontre sollicitée par l'inspecteur eut lieu dès les premiers jours de janvier 2021. Muni de sa lettre d'invitation, il franchit les portes majestueuses de cet hôtel. Bien sûr, on le fit attendre. Ce qui lui permit de parcourir et d'admirer la « Galerie dorée » et ses quarante mètres de plafond, ornés d'une gigantesque fresque peinte par François Perrier en 1645 (deux ans après la mort de Louis XIII), inspirée par l'art italien en vogue à cette époque, puis remaniée après sa vente au Comte de Toulouse (d'où le nom de l'hôtel), fils de Louis XIV et de Madame de Montespan, selon un style résolument baroque, représentant les charges

¹¹ [Hôtel de Toulouse](https://vicedi.com/hotel-de-toulouse-banque-de-france-a-paris), <https://vicedi.com/hotel-de-toulouse-banque-de-france-a-paris>.

remplies par le Comte de Toulouse : celles de la Marine en tant qu'Amiral, et de la chasse en tant que Grand veneur¹².

L'inspecteur ne fut pas reçu par le gouverneur de la Banque de France, occupé par les négociations sur l'application du plan de rachat de titres publics par la BCE, mais par un expert, le directeur-adjoint de son cabinet.

L'accueil fut cordial, mais sans plus. Un simple inspecteur, qui plus est en retraite, sans mandat, ne pouvait que susciter doute, méfiance, sinon condescendance et léger mépris.

Le directeur-adjoint ouvrit le dialogue :

« Le temps m'est compté, Monsieur l'inspecteur. Que puis-je pour vous ?

- Je vous remercie Monsieur le Directeur, et je serai bref, enchaîna l'inspecteur. Un vieil atavisme professionnel me pousse à poursuivre des investigations sur les questions monétaires. En 2015, à la veille de l'ouverture de la COP 21 qui déboucha sur l'Accord de Paris concernant le changement climatique, Monsieur le Gouverneur de la Banque de France déclarait :

*“ La politique monétaire devra jouer son rôle d'accompagnement du rééquilibrage progressif des structures de prix, en ligne avec son mandat de maintien de la stabilité des prix. [...] Certains envisagent d'aller plus loin en utilisant l'outil de l'assouplissement quantitatif pour contribuer à financer la transition énergétique. Acheter des actifs verts, accorder un traitement favorable aux actifs verts éligibles au collatéral, ou bien mettre en place des facilités dédiées à long terme... Longue est la liste des possibilités éventuelles. Mais ne nous trompons pas sur la nature de la politique monétaire. Elle doit permettre d'atteindre des objectifs macroéconomiques, plutôt que des objectifs spécifiques liés à tel ou tel secteur. [...] L'assouplissement quantitatif ne vise donc pas à promouvoir certains types d'actifs plutôt que d'autres, mais simplement à libérer les capacités de financement de l'économie. ”*¹³

Cinq ans plus tard, au moment de célébrer le cinquième anniversaire de l'Accord de Paris, à l'automne 2020, il affirmait :

*“ C'est au nom même de notre mandat de stabilité des prix que nous devons nous préoccuper du changement climatique : celui-ci peut avoir des effets importants sur l'évolution des prix et de la croissance. Nous ne pouvons plus dans nos modèles d'analyse, dans nos prévisions, ignorer le changement climatique ”*¹⁴

N'y a-t-il pas une évolution dans la vision de Monsieur le Gouverneur, et au-delà peut-être dans la pratique, sinon la pensée, des dirigeants de la BCE, cette dernière calque-t-elle sa politique sur les objectifs climatiques de l'Union européenne ?¹⁵, questionna l'inspecteur.

- Non, Monsieur, je ne crois pas. Vous avez noté que la prise en compte du changement climatique dans les considérations de la banque centrale se fait au nom de son mandat de stabilité des prix. En effet, les coûts engendrés par la lutte contre le réchauffement du climat pourraient engendrer une recrudescence de l'inflation qui reste donc dans la ligne de mire de la banque centrale.
- Est-ce à dire que l'important pour elle est moins le danger du réchauffement de la planète que la stabilité monétaire ? Quel est le plus gros risque, celui d'une vie sur

¹² [Photographie de la fresque](https://vicedi.com/hotel-de-toulouse-banque-de-france-a-paris) sur <https://vicedi.com/hotel-de-toulouse-banque-de-france-a-paris>.

¹³ François Villeroy de Galhau, « [Changement climatique : le secteur financier face aux trajectoires 2°C](#) », 7 décembre 2015, <http://www.cepii.fr/blog/bi/post.asp?IDcommuniqué=442>.

¹⁴ François Villeroy de Galhau, « [La BCE doit se préoccuper du changement climatique](#) », *Alternatives économiques*, 17 décembre 2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/francois-villeroy-de-galhau-bce-se-preoccuper-changement-cl/00094910?utm>.

¹⁵ Stalinas Jourdan et Wotjek Kalinowski, « [Aligner la politique monétaire sur les objectifs climatiques de l'Union européenne](#) », Institut Veblen pour les réformes économiques, mars 2019, https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/aligner_la_politique_monetaire_sur_les_objectifs_climatiques_europeens.pdf.

Terre menacée ou celui d'une hausse des prix ? Vous prônez la "neutralité de marché", mais n'est-il pas vrai que près des deux tiers des obligations achetées par la BCE proviennent des secteurs les plus émetteurs de dioxyde de carbone, comme les compagnies de pétrole Total, Eni ou Shell ? Est-ce très neutre comme attitude puisque la BCE possédait dans son bilan, en juillet 2020, 241 milliards d'euros d'obligations d'entreprises, acquises pour 63 % à des secteurs très émetteurs de CO₂ ?¹⁶

- Oui Monsieur, rétorqua le directeur-adjoint avec une légère irritation perceptible dans la voix, car nous faisons d'une pierre deux coups. Nous sommes attentifs au climat tout en restant vigilants sur les prix.
- Pourquoi, dans ce cas, cette vigilance ne se concentre-t-elle pas aussi sur les cours boursiers, et, au-delà, sur les prix des actifs financiers et immobiliers ? Pouvez-vous confirmer l'information selon laquelle la BCE s'inquiète du risque de bulle financière, parce que, au risque de liquidité des entreprises et des banques, succéderait un risque de solvabilité ?¹⁷
- La banque centrale réagit en fonction des urgences de la période, répondit le directeur-adjoint, manifestement agacé. Aujourd'hui, tout est sous contrôle.
- Un dernier point s'il vous plaît, la banque centrale rachète-t-elle aux banques tout titre financier quelle que soit sa qualité apparente lors de sa première émission ?
- Il n'est pas dans son mandat de faire le tri. Vous pouvez le vérifier dans les traités européens qui définissent son statut, comme le rappelle souvent Madame la présidente de la BCE. Monsieur l'inspecteur, je crois avoir répondu à toutes vos questions, je vous souhaite d'aller au bout de vos investigations, mais mon travail m'appelle. »

L'inspecteur comprit qu'il n'en saurait pas davantage. Monsieur le Directeur-adjoint venait de mettre fin à l'audience. L'inspecteur le remercia et sortit, en traversant et en admirant à nouveau la Galerie dorée. L'or ne sert plus de monnaie, se dit-il, ce n'est pas plus mal puisqu'on peut en faire de l'art.

Le froid était vif, mais il faisait beau. Il s'assit sur un banc public dans un petit square, non sans l'essuyer avec un mouchoir imbibé de gel hydro-alcoolique tiré d'une petite fiole au fond de sa poche. Il écrivit sur son carnet :

Colonne de gauche :

- 3) *Il est vraisemblable que la BCE n'ait pas modifié sa vision politique. Le changement de climat n'est pas son souci premier.*
- 4) *La politique monétaire de la banque centrale s'est assouplie sur le plan quantitatif, mais peu dans le sens qualitatif.*
- 5) *Mais l'évolution de l'opinion concernant le risque climatique la pousse à adapter son discours. Aussi convient-il de repérer les variantes des déclarations orales et des écrits référencés.*

Colonne de droite :

- d) *La banque centrale rachète des titres publics et privés sans mettre de conditions sur la qualité des crédits accordés par les banques en amont. Comment peut-on alors réorienter la politique énergétique, la politique industrielle, la politique des*

¹⁶ Informations données par Éric Albert, « La BCE appelée à "verdir" son action » *Le Monde*, 24 octobre 2020.

¹⁷ Information donnée par Éric Albert, « La BCE inquiète du risque de bulle financière, *Le Monde*, 27 novembre 2020.

*transports, etc. ? À quoi sert le Réseau pour le verdissement du système financier qui regroupe plusieurs dizaines de banques centrales et de superviseurs ?*¹⁸

- e) *Agir uniquement en faisant varier le taux d'intérêt directeur du refinancement des banques est-il suffisant, alors qu'il est devenu nul ou même négatif ?*
- f) *Si la banque centrale n'assouplit sa politique que sur le plan quantitatif, cela signifie-t-il qu'elle envisage à terme que les politiques économiques des États, via leurs politiques budgétaires, renoueront avec l'austérité ? S'agira-t-il d'un retour au monde d'avant ?*

Quelque chose le chagrinait. Il n'aurait pas trop su dire quoi, mais son malaise était bien réel. Cela avait-il à voir avec l'impression d'avoir été malmené, sinon floué, par l'expert de la Banque de France ? Sinon, comment concilier son affirmation de continuité de la politique de la BCE et l'engagement, répété à plusieurs reprises, de Madame Lagarde à considérer de nouvelle façon son action à la tête de la BCE contre le changement climatique ? Il faut dire qu'elle avait jeté un froid le 12 mars 2020, peu après sa prise de fonction, alors que la pandémie du coronavirus était déjà déclarée depuis trois mois : « la BCE n'a pas pour mission de réduire les *spreads* » (les écarts de taux entre les pays, à l'époque ceux de l'Allemagne et de l'Italie). C'était tout à fait dans la lignée de ce qu'elle pensait à la direction de la FMI quand elle œuvrait pour qu'« on ne finance pas la Grèce tant qu'elle a des arriérés à rembourser »¹⁹. Mais, devant l'incompréhension générale, elle s'était ravisée, pour s'en tenir ensuite à la nouvelle parole climato-ouverte.

Comment éclaircir ce problème ? Il n'avait pas réussi à obtenir un tête-à-tête avec la présidente de la BCE, très prise par ce qu'elle appelle son « multitasking ». Il devait se rabattre sur les comptes rendus des réunions du Conseil des gouverneurs de la BCE, ainsi que sur les annonces de la présidente à leur issue, qu'il fallait décrypter pour discerner ce qui relevait de décisions effectives et de déclarations à vocation performative.

« Il nous paraît essentiel que les filets de sécurité budgétaires mis en place par les gouvernements pendant cette crise ne soient pas retirés prématurément. [...] Nous n'avons pas épuisé toutes les possibilités de notre boîte à outils. S'il faut faire plus, nous ferons plus. Quand j'ai pris mes fonctions, on m'a dit : “ vous n'aurez plus rien à faire, tout a été fait ”. Eh bien non. Nous avons trouvé les moyens de stabiliser les marchés et de soutenir l'économie de la zone euro. [...] Le PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*) a un double objectif : d'abord, stabiliser les marchés, et cet objectif a été rempli ; ensuite, ramener l'inflation sur la trajectoire où elle se trouvait avant la pandémie, en maintenant des taux d'intérêt bas et en veillant à ce que ces taux bas se répercutent dans l'économie. Nos actions sur les marchés, couplées à nos programmes de prêts à long terme à l'économie réelle – les fameux TLTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*, TLTRO III) – ont permis au crédit de continuer à être octroyé à des taux très bas. Les taux auxquels les ménages et les entreprises empruntent tournent autour de 1,4 %-1,5 %. Dans la zone euro, le volume des emprunts a augmenté de 7 % pour les entreprises et de 3 % pour les ménages. »²⁰

L'inspecteur ne pouvait en douter, la BCE était décidée à agir dans le sens défini par l'ancien gouverneur en chef, Mario Draghi, le 26 juillet 2012 : « Whatever it takes ». Mais cela suffirait-il ?

¹⁸ Voir Banque de France, [Network for Greening the Financial System](https://www.banque-france.fr/en/financial-stability/international-role/network-greening-financial-system), <https://www.banque-france.fr/en/financial-stability/international-role/network-greening-financial-system>.

¹⁹ Christine Lagarde dans [l'émission « Femmes puissantes »](https://www.franceinter.fr/emissions/femmes-puissantes/femmes-puissantes-26-decembre-2020) de Léa Salamé, France inter, 26 décembre 2020, <https://www.franceinter.fr/emissions/femmes-puissantes/femmes-puissantes-26-decembre-2020>.

²⁰ Christine Lagarde, « Les nouvelles restrictions pèsent sur la reprise », *Propos recueillis par Éric Albert et Marie Charrel, Le Monde*, 20 octobre 2020.

« Après la crise de 2008, la politique budgétaire n'avait pas été au rendez-vous. Les banques centrales étaient très seules à la manœuvre. C'était particulièrement vrai dans la zone euro. Mais aujourd'hui, nous sommes dans un paradigme différent. Le soutien budgétaire est au rendez-vous. Il marche "main dans la main" avec le soutien monétaire. C'est inédit et efficace. »²¹

Inédit et efficace, répéta *in petto* l'inspecteur. Si c'est efficace, pourquoi avoir tant attendu pour mettre en cohérence tous les outils de régulation économique ?

« Lors de la réunion du Conseil des gouverneurs tenue le 12 mars [2020], nous avons annoncé une hausse de 120 milliards d'euros de nos achats d'actifs. Alors que la situation se détériorait, les 16, 17 et 18 mars, nous avons travaillé d'arrache-pied, sous une grande tension, pour préparer la décision sur le PEPP, finalement prise dans la nuit du 18 mars. La journée du 18 mars, je l'ai passée au téléphone avec mes équipes, dans ma salle à manger à Francfort ; à ce moment-là, nous étions tous confinés. Le soir, nous étions en téléconférence avec les 25 membres du Conseil des gouverneurs. Il fallait taper vite et fort. La décision a été prise et assumée collectivement : "*We go big, or we go home !*" À 23 h 30, nous avons publié un communiqué annonçant notre programme exceptionnel de rachat d'actifs de 750 milliards d'euros. »²²

Dans la salle à manger ! Il s'en fallut de peu que cette décision fût une affaire de cuisine monétaire. L'inspecteur en conclut que, aux yeux de la banque centrale, l'économie tournait convenablement jusqu'au 11 mars 2020. Tout était « under control », comme on aime à le dire dans les couloirs de la BCE à Francfort. Mais est-il cohérent de suggérer simultanément aux États de ne pas retirer prématurément le soutien budgétaire aux ménages et aux entreprises, donc en admettant *a priori* le principe de son retrait, tout en le pérennisant ? Double langage ou aveu ? Comment la pérennité des mesures de soutien à l'économie évoquée est-elle compatible avec la montée, semble-t-il inexorable, de la dette publique ? Ne faudrait-il pas remettre les compteurs à zéro, comme souvent après une guerre, puisque le président français avait précisément déclaré que « nous étions en guerre » ? La présidente de la BCE avait sûrement réfléchi à la question.

« L'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne interdit purement et simplement le financement par la BCE du budget des États. Effacer une dette reviendrait précisément à cela. Or, le non-respect des traités européens n'est pas dans ma feuille de route. »²³

Faut-il en déduire, se demanda l'inspecteur, que la BCE considère que la seule manière de financer l'économie est d'emprunter sur les marchés financiers, c'est-à-dire aux institutions financières dont on a exclu par avance de contrôler l'activité de crédit pour financer les investissements ? Plutôt que de partir sur de nouvelles questions qui se bouscullaient dans sa tête, l'inspecteur décida de faire le point avant que sa mémoire ne lui joue un mauvais tour. Il nota sur son carnet :

À gauche :

- 6) *La BCE manie l'eau et le feu, le chaud et le froid, la carotte et le bâton. Ses dirigeants disent tout et le contraire de tout.*
- 7) *Personne n'est dupe : en laissant suspendue l'épée de Damoclès au-dessus des sociétés, d'une part, elle rassure les marchés financiers sur la permanence de ses dogmes, et, d'autre part, elle s'assure que les États resteront budgétairement disciplinés.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

- 8) *Elle affirme respecter les traités européens interdisant de financer directement les budgets des États, mais elle rachète à tour de bras, sans conditions, aux banques les titres de la dette publique.*
- 9) *Une simple addition permet de calculer le total des milliards d'euros injectés par la BCE depuis le milieu de la décennie qui s'achève :*
- 2 800 milliards dans le cadre de l'assouplissement monétaire de 2015 à 2019 ;
 - 1 850 milliards dans le cadre du PEPP en 2020 jusqu'en 2021 ;
 - sans compter les 540 milliards budgétés par l'Union européenne au printemps 2020 et les 750 milliards prévus par le plan de relance à partir de janvier 2021, soit 1 290 milliards qui s'ajoutent à ceux de la BCE. Donc, au bas mot, 3 140 milliards pour contrer la récession due à la pandémie.

Pièce à conviction

Entre le 3 janvier 2020 et le 6 janvier 2021, le bilan de la BCE est passé de 4 664 milliards d'euros à 6 979 milliards d'euros, représentant à peu près l'équivalent de 50 % du PIB de la zone euro. Une augmentation de 2 315 milliards, soit 49,6 % : moitié plus en un an.

Pour donner une idée, cette hausse représente plus de 3,3 fois le montant du plan de relance de l'économie de 700 milliards prévu par l'Union européenne.

Le total des bilans des quatre principales banques françaises dites systémiques (Crédit agricole, BNP-Paribas, BP-CE et Société générale) s'élevait à 6 819 milliards d'euros à la fin 2019. Le total serait encore beaucoup plus élevé si on ajoutait les autres banques systémiques de la zone euro. Fin 2017, il dépassait déjà 51 600 milliards*.

La comparaison des bilans de la BCE et des banques systémiques pourrait-elle mettre sur la voie de la découverte du mobile de l'intervention massive de la première pour soutenir les secondes ? L'injection de sommes considérables par la banque centrale fait baisser les taux d'intérêt et surtout évite leur remontée qui provoquerait une chute des cours des titres privés et publics détenus par les banques, gênerait les financiers qui profitent des bas taux pour emprunter et spéculer sur la valeur des titres, et accroîtrait la charge d'intérêts des États. Bref, une collusion d'intérêts susceptibles d'entrer en collision.

* Selon l'étude de Jézabel Couppey-Soubeyran et Thomas Renault, « 10 ans après la faillite de Lehman Brothers, le risque systémique a-t-il baissé ? », Lettre du CEPII, n° 391, Septembre 2018 http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2018/let391.pdf

À droite :

- g) *Ces sommes gigantesques correspondent-elles à une création de monnaie si elles sont empruntées auprès des institutions et des grands fonds de placement qui canalisent l'épargne ?*
- h) *L'interdiction du financement direct des dépenses publiques par la banque centrale obéit-elle à une loi économique indépassable, ou bien est-elle une norme édictée politiquement, donc modifiable ?*
- i) *La controverse sur l'annulation de la dette publique relève-t-elle de la rhétorique académique ou d'un rapport de forces dans la société, dont dépend finalement la politique des banquiers centraux ?*
- j) *Combien de milliards pour prolonger l'ancien monde, combien pour préparer le nouveau ?*

* *

4. Le fait de la princesse

L'inspecteur avait besoin de prendre une respiration, ces questions l'harassaient plus qu'il ne l'aurait voulu. Déjà, l'air des montagnes lui manquait, il savait qu'il ne pourrait tenir durablement dans un espace doublement confiné, du fait de la situation sanitaire et du fait de l'étroitesse de son appartement. Il n'était pas sûr que cela lui redonnât sérénité, mais il ouvrit *Le Prince* de Machiavel, qu'il possédait mais qui dormait depuis longtemps sur une étagère. Il le feuilleta afin de se remémorer certains principes de gouvernement et il lut :

« Les Romains, en ces circonstances, agirent comme doivent le faire des princes sages, dont le devoir est de penser non seulement aux désordres présents, mais encore à ceux qui peuvent survenir, afin d'y remédier par tous les moyens que peut leur indiquer la prudence. C'est, en effet, en les prévoyant de loin, qu'il est bien plus facile d'y porter remède ; au lieu que si on les a laissés s'élever, il n'en est plus temps, et le mal devient incurable. Il en est alors comme de l'étiologie, dont les médecins disent que, dans le principe, c'est une maladie facile à guérir, mais difficile à connaître, et qui, lorsqu'elle a fait des progrès, devient facile à connaître, mais difficile à guérir. C'est ce qui arrive dans toutes les affaires d'État : lorsqu'on prévoit le mal de loin, ce qui n'est donné qu'aux hommes doués d'une grande sagacité, on le guérit bientôt ; mais lorsque, par défaut de lumière, on n'a su le voir que lorsqu'il frappe tous les yeux, la cure se trouve impossible. Aussi les Romains, qui savaient prévoir de loin tous les inconvénients, y remédièrent toujours à temps, et ne les laissèrent jamais suivre leur cours pour éviter une guerre : ils savaient bien qu'on ne l'évite jamais, et que, si on la diffère, c'est à l'avantage de l'ennemi. C'est ainsi que, quoiqu'ils pussent alors s'en abstenir, ils voulurent la faire à Philippe et à Antiochus, au sein de la Grèce même, pour ne pas avoir à la soutenir contre eux en Italie. »²⁴

L'inspecteur médita. La politique menée par la banque centrale et celle des États relevaient-elles d'un principe machiavélien de sage prévoyance des désordres futurs potentiels, au-delà de ceux actuels bien réels, ou bien d'un principe machiavélique d'hypocrisie afin de diviser pour mieux régner ?

Il n'avait aucun moyen pour trancher ce dilemme. Celui-ci avait une telle vertu dormitive que, sentant ses paupières s'alourdir sous le poids de sa dette de sommeil, il décida de remettre à plus tard son verdict, si tant est qu'il puisse un jour le prononcer.

Il se réveilla le lendemain plus dispos. Il eut la chance en allumant la radio d'entendre la première partie de l'Oratorio de Noël de Jean-Sébastien Bach, en ré majeur. Vieux souvenir d'ensemble vocal dans sa jeunesse. Un joyau. En renversant quelque peu l'aphorisme d'Émil Cioran, si Dieu existait, il pourrait remercier Bach. Mais, à la dernière note jouée, succéda aussitôt une série d'entretiens réalisée avec quelques économistes de renom. Normal, sur Classic-radio, après Bach, l'économie reprenait ses droits. D'ailleurs, l'économie n'était-elle pas naturellement gouvernée par une « main invisible », d'essence divine ?

Patrick Artus, le premier invité parmi ces économistes, était interrogé pour savoir si la banque centrale pouvait financer directement les États. Il répondit que les achats de titres sous cette forme directe obligerait la banque centrale à inscrire à son passif de la monnaie émise nouvelle sans contrepartie fiable à l'actif, voire sans rien du tout si la banque centrale achetait des bons du Trésor non remboursables. Il en conclut que, pour parer un risque de défaut, « elle devra[it] être recapitalisée par les États de la zone euro », c'est-à-dire *in fine* que « ce seraient les banques centrales nationales de la zone euro qui devraient être recapitalisées »²⁵.

²⁴ Nicholas Machiavel, *Le Prince*, 1515, Paris, UGE, 10/18, 1962, version numérique établie par Jean-Marie Tremblay, http://classiques.uqac.ca/classiques/machiavel_nicolas/le_prince/le_prince.pdf, chapitre III, p. 18-19.

²⁵ Patrick Artus, « Pourquoi l'"émancipation" de la BCE n'en est qu'à ses débuts », *Les Échos*, 24 mars 2020.

Notre inspecteur, qui avait en tête la cartographie des formes de la monnaie, manqua de s'étouffer avec une gorgée de café, car il était persuadé que les réserves des banques à la banque centrale ne faisaient pas partie de la masse monétaire circulant dans l'économie, et que, au stade du refinancement bancaire par la banque centrale, il n'y avait pas de création de monnaie. Le café passait d'autant plus mal ce matin qu'une banque centrale n'a jamais besoin d'être recapitalisée, puisqu'il lui suffit d'être autorisée à émettre la monnaie ayant cours légal. Encore un point qu'il faudrait porter à la connaissance du public, se dit l'inspecteur.

Suivaient à l'antenne : Jean Pisani-Ferry, qui se rangea sous l'écharpe blanche de la présidente de la BCE, car « annuler la dette, c'est toujours en transférer le fardeau à d'autres »²⁶ ; puis Xavier Timbeau pour qui, d'une part, « l'annulation des dettes peut déclencher un événement de défaut qui s'appliquera aux titres de dette détenus par d'autres agents » et, d'autre part, « la monétisation des dettes n'accroît pas la masse monétaire et le jeu d'écriture ne changera rien à ce qui est fait aujourd'hui »²⁷ ; et enfin, Agnès Bénassy-Quéré, qui récusait une annulation de la dette publique détenue par la banque centrale parce que toute dette est un contrat, parce qu'« on ne peut pas dire que les États en sortiront plus riches (ou moins pauvres) » et parce que « si [s]es fonds propres [étaient] négatifs, la banque centrale ne pourrait rémunérer les réserves des banques à taux positif avec des fonds propres négatifs », sauf « en créant de la nouvelle monnaie qui favorise l'inflation »²⁸.

À entendre l'économiste en chef du Trésor public français, l'inspecteur fut un peu éberlué parce que jamais il n'aurait imaginé le retour de la thèse monétariste par le biais de la crainte de l'inflation. Il eut quelques instants d'hésitation : parviendrait-il à déchiffrer cette complexité ? N'était-il pas trop présomptueux, lui l'illettré de l'économie ? Était-il condamné à l'ignorance et donc esclave des croyances qui circulaient dans le débat public à une vitesse proportionnelle à leur fausseté ? Il éteignit la radio et installa sur son lecteur le CD de l'opéra Nabucco de Verdi et choisit la piste correspondant à « Va, pensiero », le chœur des esclaves : *Va pensiero, sull'ali dorate ; Va, ti posa cui clivi, sui colli, Ove olezzano tepide e molli, L'aure dolci del suolo natal ! [...] Un concerto Che ne infonda al patire virtù !*

« Une harmonie qui nous donne le courage de supporter nos souffrances ! » Le dernier accord résonnait encore sur cette supplique que le téléphone portable de l'inspecteur fit entendre le bip des messages : un SMS venait d'arriver. C'était Jessie : « Branche-toi de suite sur la visioconférence donnée sur "Le Portail de l'économie" au sujet de qui va payer la dette publique »²⁹.

Après quelques tâtonnements sur Youtube, l'inspecteur arriva sur la conférence qui venait juste d'être ouverte par le modérateur Antoine Reverchon, journaliste du *Monde*. Étaient invités à intervenir Agnès Bénassy-Quéré (ABQ), Jézabel Couppey-Soubeyran (JCS), Daniel Karyotis (DK), Didier Marteau (DM) et Xavier Ragot (XR). Le modérateur invita chaque économiste à donner son avis sur la question « faut-il annuler la dette publique ? ». Florilège :

²⁶ Jean Pisani-Ferry (économiste ayant conçu le programme du président Macron), « Annuler la dette, c'est toujours en transférer le fardeau à d'autres », *Le Monde*, 16 mai 2020, et « Un péché contre la démocratie », *Le I*, « D'où viennent les milliards ? », n° 324, 25 novembre 2020.

²⁷ Xavier Timbeau (directeur principal de l'Office français de conjoncture économique), « [Annuler la dette, est-ce pertinent ?](#) », *Alternatives économiques*, 15 décembre 2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/xavier-timbeau/annuler-dette-pertinent/00094767>.

²⁸ Agnès Bénassy-Quéré (cheffe économiste du Trésor), « [Faut-il annuler la dette ?](#) », Débat avec Jézabel Couppey-Soubeyran, *Alternatives économiques*, 17 octobre 2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/debat-faut-annuler-dette/00094137>.

²⁹ Le Portail de l'économie, « [Dette : qui va payer ?](#) », 17 novembre 2020, <http://www.touteconomie.org/conferences/dette-qui-va-payer-video-disponible>.

« La dette est un contrat, et, comme tout contrat, il doit être respecté. Une annulation ruinerait les épargnants. L'État a besoin des marchés financiers, les décevoir lui ferait perdre sa crédibilité. (ABQ)

- Pas du tout. Les titres de dette publique possédés par la banque centrale ont été rachetés aux banques, donc sans que les épargnants ne perdent quoi que ce soit puisque leur banque a récupéré leur argent. Quelle crédibilité s'agit-il de garantir, celle à l'égard des marchés ou celle à l'égard de la société ayant des objectifs sociaux et écologiques ? (JCS)
- L'État possède la banque centrale, donc annuler sa dette vis-à-vis de celle-ci n'a aucun intérêt. (ABQ)
- Prétendre qu'il y aurait un compte consolidé (commun) entre l'État et la banque centrale n'a aucun sens : le solde budgétaire des administrations publiques n'inclut pas le solde de la banque centrale. Invoquer la perte d'un revenu de seigneurage par la banque centrale (correspondant au droit d'émettre la monnaie légale) est bizarre quand les taux d'intérêt sont dérisoires, voire nuls ou négatifs. On pourrait imaginer une annulation d'une partie de la dette publique détenue par la banque centrale contre la possibilité de monétiser des investissements publics à la même hauteur. (JCS)³⁰
- On diminuera la dette par la croissance économique. (ABQ)
- Il faut rembourser la dette grâce à la croissance économique. (DK)
- Espérer cela, c'est ne pas comprendre qu'une crise hors normes exige de sortir du cadre actuel, à l'heure de la crise écologique. (JCS)
- Ce n'est pas la croissance qui diminue la dette, mais l'écart entre la croissance et le taux d'intérêt. On peut avoir une croissance négative et une baisse du ratio de la dette publique si le taux d'intérêt diminue davantage, parce que ce qui compte ce sont les charges d'intérêt. (XR)
- L'achat de titres par la banque centrale augmente la base monétaire, mais pas la masse monétaire. » (DM)

L'inspecteur poussa un soupir de soulagement : base monétaire, masse monétaire, il connaissait cela, grâce à la cartographie des tendres. Il tapota dans la marge « Conversation » de l'écran de Youtube trois questions. L'une s'adressait à Madame Bénassy-Quéré : « Pourquoi avez-vous dit que l'arbitrage de la banque centrale entre augmenter le taux d'intérêt pour freiner l'inflation et créer de la monnaie pour la relancer était impossible. N'est-ce pas ce qu'elle a toujours fait ? » L'autre s'adressait à Madame Couppey-Soubeyran : « On comprend bien que la banque centrale ne dépende pas d'une recapitalisation extérieure puisqu'elle émet la monnaie dans laquelle ses fonds propres sont évalués, mais pourquoi pensez-vous que l'annulation des titres de dettes publiques qu'elle détient serait une perte pour l'eurosystème monétaire ? Si elle n'a pas de contrainte de fonds propres, a-t-elle une contrainte de rentabilité ? » La troisième question était pour qui voulait : « Ne pourrait-on pas utiliser les plus de 100 milliards d'euros d'épargne supplémentaire accumulée par les Français riches au cours des confinements ? »

L'inspecteur espérait beaucoup des réponses à ces trois questions, mais le modérateur consulta sa montre et déclara qu'il était gardien du temps. Il conclut ainsi la conférence en remerciant vivement les intervenants. L'inspecteur quitta Youtube. Un long moment, il resta pensif, le vagabondage de sa tête reprenait son penchant naturel. Entre deux certitudes, mais qui n'étaient jamais que des hypothèses, la brume remontait. Avant que celle-ci n'étouffe celles-là, il ouvrit son carnet et nota :

³⁰ Baptiste Bridonneau et Laurence Scialom, « Des annulations de dette publique par la BCE : lançons le débat », *Terra Nova*, 18 avril 2020, https://tnova.fr/system/contents/files/000/001/982/original/Terra-Nova_Cycle-Covid19_Des-annulations-de-dettes-par-la-bce_170420---.pdf. Voir aussi Alain Grandjean et Nicolas Dufrêne, *Une monnaie écologique pour sauver la planète*, Préface de Nicolas Hulot, Paris, Odile Jacob, 2020.

À gauche :

- 10) *La création de monnaie dépend de la politique de crédit des banques. La banque centrale a beau racheter des titres de dette, ceux-ci avaient été émis antérieurement.*
- 11) *Il n'y aurait nouvelle émission que si les banques accordaient de nouveaux crédits à l'économie privée ou aux administrations publiques.*
- 12) *Une première discorde entre les économistes porte sur la possibilité d'annuler la dette publique détenue par la banque centrale. Non, disent certains, car l'État doit honorer ses engagements, sans quoi il perd la confiance des marchés financiers. Il faut se débarrasser de cette tutelle, répondent les hétérodoxes.*
- 13) *Une seconde discorde entre les économistes porte sur le point de savoir si l'on peut et doit contourner l'interdiction faite à la banque centrale de monétiser les investissements publics, c'est-à-dire de les financer directement sans passer par les marchés financiers. Comme a décidé de le faire, par exemple, la Banque d'Angleterre le 21 avril 2020 pour financer les dépenses publiques britanniques liées à la lutte contre la pandémie.*

À droite :

- k) *La crise économique consécutive à l'arrêt de la production à cause de la pandémie s'est produite alors que l'économie mondiale était affaiblie par une tendance de long terme où contradictions sociales et écologiques se mêlaient dangereusement. Relancer la production à court terme, urgemment même, peut-il être contraint par des préoccupations de long terme concernant l'épuisement de la planète et le changement climatique ?*
- l) *« Ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés », écrivait Jean de La Fontaine.³¹ Chaque pays lutte contre la pandémie sur son sol national ; or, si la crise est commune, si les crises sont liées, si elles ont une ampleur dépassant les frontières nationales, que font les régulateurs internationaux ?*

L'inspecteur retourna les pages de son carnet et fit le compte : treize points forts, semble-t-il ; douze incertitudes, voire énigmes. Ce n'était pas si mal pour un début d'investigations à tâtons ; mais ce n'était pas suffisant. Au milieu du gué, c'est l'endroit le plus dangereux où l'on risque le plus d'être emporté par le courant. Quel courant ? Toujours celui qui domine.

*
* * *

5. Le pire des sens : dans l'arène de l'écologie

L'euphorie des premiers résultats de sa troisième enquête s'était dissipée. L'inspecteur ressentait la fatigue. Au bout de plusieurs semaines de recherches, il patageait. Il s'enlisait même, ballotté par des vents discursifs contraires, plus spéculatifs que logiques. Ce n'était pas sans lui rappeler – vieux souvenir de lycée dans le fameux « Lagarde et Michard »³² – une

³¹ Jean de La Fontaine, « Les animaux malades de la peste », Livre VII, Fable 1.

³² André Lagarde et Laurent Michard, XVII^e siècle », Paris, Bordas, 2003, p. 254 et suiv. pour Bossuet et p. 423 et suiv. pour Fénelon. On disait « Le Lagarde et Michard ».

controverse célèbre, à la fin du XVII^e siècle, sur le piétisme³³, entre deux croyants hauts placés dans la hiérarchie catholique, Bossuet et Fénelon, où s’entremêlaient aussi bien enjeux de pouvoir et rivalités courtoises que querelles mystiques, à coups de « violences verbales et attaques *ad personam* »³⁴. Pour l’inspecteur, les chamailleries des économistes d’aujourd’hui lui semblaient une réplique de celles des prélats d’hier, dans la forme sinon dans le fond. L’économie n’était-elle pas devenue une religion ? Sauf que celle-ci ne donnait qu’un succédané de sens à la vie qui n’apparaisse pas encore plus crument que les croyances religieuses habituelles comme une illusion.

Car il était là, finalement, le vrai sens de l’enquête de l’inspecteur : que signifiaient toutes ses simagrées économiques ? De quelle parodie s’agissait-il ? Que cachait la mise en scène ? Dans ce théâtre d’ombres, quels rapports dans la société se jouaient ?

« Si l’on considère que l’obscénité existe, il faut préciser qu’elle n’existe que dans la tête des procureurs et des policiers chargés de la poursuivre. »³⁵

Quelques jours passèrent, entre déambulations pédestres et ruminations confinées pour l’inspecteur. En ce début de janvier 2021, les journées rallongeaient progressivement et l’espoir revenait quelque peu. Par chance, il capta l’information selon laquelle la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s’apprêtait à tenir une conférence de presse pour présenter ses vœux à l’ensemble des citoyens de l’Union européenne. Les médias annonçaient le grand intérêt de cette prestation à l’heure du Brexit, de la mise œuvre du plan de relance européen et des engagements de la Commission en faveur d’un Green Deal.

Le couvre-feu à 20 heures n’était pas encore levé, mais l’inspecteur se dit qu’il aurait le temps en une journée de faire un aller-retour en train entre Paris et Bruxelles. N’étant pas journaliste, il n’avait pas de carte de presse, encore moins d’accréditation, mais il fouilla dans ses tiroirs et remit la main sur sa vieille carte d’inspecteur, barrée d’un bandeau tricolore et se dit qu’il pourrait ainsi franchir quelques obstacles s’il en rencontrait. Le jour dit, il se présenta à l’immeuble Berlaymont à Bruxelles, où siègent le ou la présidente de la Commission européenne et les vingt-sept commissaires.

Madame von der Leyen était ponctuelle. Vêtue d’une veste rouge sur un chemisier blanc, debout devant un grand drapeau bleu étoilé de l’Union européenne, elle n’eut pas de peine à faire oublier les commissaires qui l’entouraient et qui portaient tous – en tout cas pour la gent masculine – des costumes sombres, leur donnant une attitude guindée presque comique.

« Mesdames et messieurs, je vous remercie, commença la présidente. Permettez-moi de souligner la gravité de la situation à laquelle l’Union, ses pays membres et bien sûr tous les citoyens européens sont confrontés. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne vient de quitter l’Union, une pandémie mondiale inédite continue de sévir cruellement, alors que nous nous apprêtons à lancer un programme de transition écologique afin de contenir le réchauffement climatique en dessous de +2° C, sinon de +1,5° C à l’horizon 2050. Vous savez que nous avons décidé de mettre en place une aide de 750 milliards d’euros entre 2021 et 2023, parallèlement au budget de l’Union de 1 074 milliards pour la période de 2021 à 2027. Notre ambition est même relevée afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre d’au moins

³³ Le piétisme est un courant religieux développé au sein du protestantisme luthérien en Alsace et dans les provinces allemandes pendant le XVII^e siècle.

³⁴ Anne Ferrari « [Bossuet et Fénelon : la lettre qui tue](#) », *Littératures classiques*, 2006/1, n° 59, p. 299-316, <https://www.cairn.info/revue-litteratures-classiques1-2006-1-page-299.htm>. On trouvera dans ce texte une mise en perspective historique de cette controverse de la fin du XVII^e siècle.

³⁵ Nagisa Oshima, cité par Samuel Douhaire, « ["L'empire des sens", scandaleux pour toujours](#) », *Télérama*, 18 juillet 2017, <https://www.telerama.fr/cinema/l-empire-des-sens-scandaleux-pour-toujours,160839>. Le titre japonais du film « L’empire des sens » de Nagisa Oshima était « La corrida de l’amour ».

55 % d'ici 2030, et atteindre plus sûrement la neutralité carbone en 2050, au lieu des 40 % initialement prévus. »

La présidente poursuivit pendant quelques minutes et insista sur le tournant que l'Union européenne amorçait en faveur d'une plus grande solidarité. L'inspecteur écoutait, son carnet ouvert sur ses genoux, tout en parcourant des yeux la salle pour scruter l'intérêt que portaient les représentants des médias à un discours qu'ils avaient dû entendre de nombreuses fois, au vu des soubresauts réguliers que la construction européenne occasionnait. Il nota que l'attention des journalistes était très marquée. Et, dès que la présidente eut fini, les mains se levèrent pour l'interroger.

« Madame la présidente, je vous remercie. Pouvez-vous être certaine que la solidarité affichée pour adopter le plan de relance de 750 milliards sera pérenne ? Les pays dits frugaux ne seront-ils pas enclins à être plus exigeants vis-à-vis des pays dont la dette dépasse les records jamais enregistrés ?

- Nous avons trouvé un accord durable et équilibré. La pandémie a frappé tout le monde. Tout le monde se rassemble pour y faire face.
- Madame la présidente, enchaîna un autre, 750 milliards sur trois ans, cela fait 250 milliards par an sur un PIB annuel d'un peu plus de 15 000 milliards, c'est 1,7 % de celui-ci. Or, on attend une baisse de la production de 8 à 10 % pour la seule année 2020. Le plan de relance n'est-il pas dérisoire ?
- Ne croyez pas cela. D'une part, jamais l'Union n'a fait un tel effort. D'autre part, il faut compter sur la mise en ordre de bataille de la Banque centrale européenne qui, en décidant d'une baisse considérable des taux d'intérêt, va permettre aux États de financer leur relève à un coût quasiment nul. »

L'inspecteur notait, mais déjà il était tracassé. Il osa lever la main et interrogea la présidente :

« Madame la présidente, permettez-moi de vous poser deux questions. Premièrement, le budget de l'Union européenne prévu pour sept ans reste à son niveau d'antan, à peine plus de 1 % du PIB européen. Comment l'Union fera-t-elle face en même temps aux besoins de relance et aux besoins de transition vers un autre mode de production et de consommation ? Deuxièmement, ne serait-il pas temps que l'Union européenne se dote d'une fiscalité véritable, d'autant que les classes aisées et riches ont accumulé plusieurs centaines de milliards d'épargne supplémentaire au cours de l'année de confinement que nous avons traversée ?

- Monsieur, je vous remercie, car vos questions me permettent de préciser deux choses. Le Green Deal européen est nouveau, par son ampleur et par la dynamique qu'il veut enclencher en favorisant les partenariats public-privé. Hors de cela, il n'existe pas de monnaie magique, ni pour les États, ni pour les individus sur la tête desquels un hélicoptère lâcherait de l'argent. Quant à la fiscalité, elle reste du domaine des États nationaux et nous préférons que les États convergent à leur rythme vers des politiques communes plutôt que leur imposer d'en haut des directives sans que les peuples puissent donner leur assentiment. »

L'inspecteur aurait voulu compléter : s'il n'y a pas de monnaie magique, ne pourrait-il pas y avoir un usage démocratique de la monnaie ?³⁶ Mais il comprit vite que, si la conférence de presse se prolongeait, elle risquait de prendre un tour où la langue de bois prendrait l'avantage. D'ailleurs, Madame von der Leyen ne tarda pas à prononcer quelques mots de

³⁶ « [Il n'y a pas de monnaie magique, mais il pourrait y avoir un usage démocratique de la monnaie](http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/pas-monnaie-magique.pdf) », *Les Possibles*, n° 26, Hiver 2020-2021, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/pas-monnaie-magique.pdf>. Voir aussi Romaric Godin, « [Argent magique et monnaie pour tous](https://www.mediapart.fr/journal/economie/040121/argent-magique-et-monnaie-pour-tous?onglet=full) », 4 janvier 2021, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/040121/argent-magique-et-monnaie-pour-tous?onglet=full>.

conclusion, à renouveler ses vœux pour 2021 et à donner rendez-vous dans quelques semaines, lorsque les derniers détails de la mise en place du plan de relance seraient arrêtés.

L'inspecteur fut gagné peu à peu par la conviction que le sens caché des discours pour un « monde d'après », toujours renvoyé aux calendes grecques, sur la base d'une promesse de transition écologique, était de ripoliner le régime économique par une couche de croissance dite verte. Le rouge n'étant plus de saison, remisé dans les bibliothèques pour historiens, le même sort sera-t-il, à terme, réservé au vert ? L'écologie n'était-elle pas en train de se transformer en une arène où le héros (en réalité, l'héroïne, la nature) serait mis à mort ?

Puisque 2020 fut aussi une année approfondissant le mouvement « #meetoo », on pourrait croire que la conjonction de la responsabilité des trois instances les plus importantes en Europe tenue par trois « femmes puissantes », Madame Merkel chancelière en Allemagne, Madame Lagarde à la tête de la Banque centrale européenne et Madame Von der Leyen à celle de la Commission européenne, faciliterait une prise en compte meilleure, sinon radicale, des enjeux d'avenir.

L'inspecteur n'en était pas persuadé, doutant d'une qualité inhérente à la condition féminine. Il referma son carnet et décida de clore ici ses investigations. Il revint sur Paris, et le lendemain il repartit vers les Pyrénées, en espérant y trouver l'énergie pour tirer les conclusions qu'il pensait pouvoir énoncer.

*
* *

6. Faire un pas de côté

Il avait neigé abondamment. Même le sentier menant chez lui, à quelque 800 mètres d'altitude, était recouvert. Éclairée par un soleil bien gaillard, la neige étincelait de mille éclats. Puisse ma pauvre tête en recueillir quelques bienfaits, pensa l'inspecteur. Son premier mouvement fut d'ouvrir grands ses volets afin de laisser pénétrer la lumière, et de chausser godasses et raquettes pour monter, s'élever. La confiance lui reviendrait peut-être en prenant de la hauteur.

Il entreprit les jours suivants la rédaction d'un rapport sur son enquête. Le dernier, il se le promettait. Il l'enverrait à Jessie et, ensuite, il le glisserait dans une bouteille destinée à la mer. S'il n'était pas trop mécontent de lui, il en ferait une copie pour sa petite-fille.

Rapport sur les conditions monétaires pour surmonter les crises à répétition

Au début de l'année 2021, il apparaît que les conclusions des rapports précédemment élaborés et adressés aux ministères compétents (Intérieur et Économie), en 2011 et 2014, restent globalement valables et on pourra consulter dans leur dernière partie les résultats des deux enquêtes antérieures. En particulier, les problèmes monétaires rencontrés par tous les pays sans exception sont inséparables des conditions dans lesquelles s'est transformé le capitalisme mondial depuis plusieurs décennies. La spirale d'endettement public mais aussi et surtout privé s'est enflée au fil de la financiarisation définie comme « la valeur pour l'actionnaire » et de la spéculation concomitante. Les banques centrales ont une responsabilité écrasante dans cette évolution. Sous couvert d'approvisionner en liquidités monétaires les banques fragilisées par des crises financières récurrentes, les banques centrales perpétuent l'orientation des banques qui se mettent au service d'une économie

capitaliste productiviste et extractiviste, considérant le travail humain et la nature comme des coûts, et dont il faut tirer la meilleure rentabilité.

Au vu de la situation créée par la pandémie de Covid-19, ayant fait irruption dans une économie capitaliste frappée depuis plusieurs années par une baisse de la progression de la productivité du travail, signe le plus éloquent d'une crise structurelle profonde du capitalisme qui ne peut inventer une source miraculeuse du profit autre que celle qu'il puise dans la force de travail, il s'avère nécessaire d'apporter de nouveaux éléments en sus de ceux déjà proposés antérieurement au débat public. Le fait qu'aucun consensus n'existe sur beaucoup de questions monétaires ne doit pas occulter l'existence de phénomènes solidement établis.

- 1) La monnaie est une institution de la société. À ce titre, elle est bien privé et bien public. La banque centrale est garante de cette double qualité. C'est la raison pour laquelle son rôle de prêteur en dernier ressort ne peut être réduit à refinancer les banques ordinaires. Il s'entend aussi à l'égard des administrations publiques. L'interdiction inscrite dans les statuts de la Banque centrale européenne de financer directement les dépenses publiques n'obéit à aucune loi naturelle, ni à une quelconque rationalité logique. Elle n'est que le fruit d'une décision politique sanctionnant un rapport de force dans la société en faveur des tenants de la propriété privée de plus en plus concentrée. Elle peut donc être levée dès que des objectifs d'intérêt général l'emportent sur les intérêts particuliers. L'urgence d'une transition sociale et écologique place la société devant ce défi.*
- 2) Une fois posée la problématique précédente en termes de philosophie politique, c'est-à-dire de choix de société à instruire et à trancher démocratiquement, les problèmes d'ordre technique se résolvent plus aisément. Nous précisons sept d'entre eux.*
 - Une restructuration de la dette publique détenue par la banque centrale, jusqu'à son annulation, doit être analysée au regard des objectifs de la société. Elle ne spolie aucun agent économique privé, dès lors que les titres publics ont été portés au refinancement par les banques.*
 - L'épargne supplémentaire accumulée pendant les confinements de 2020 n'est qu'une richesse fictive tant qu'une production nouvelle ne vient pas concrétiser la possibilité de son emploi. Il ne serait pas déraisonnable d'envisager le prélèvement de cette épargne par l'impôt, sinon, le jour où la production redémarrerait, elle viendrait en concurrence du flux de nouveau revenu engendré, en face de l'offre de biens et services, dont il ne pourrait résulter que hausse des inégalités et/ou inflation. Cela renforce la conviction, étayée par la théorie la plus fine³⁷, selon laquelle un flux d'épargne est le résultat d'un flux de production, lui-même engendré par un flux d'investissement, et non l'inverse. Ce que les spécialistes appellent le bouclage macroéconomique n'est en rien une attente des épargnants que l'État fasse appel à eux pour financer ses dépenses, en temps normal comme en tant de crise.*
 - Une clé majeure de compréhension repose sur la séparation radicale d'un raisonnement microéconomique et d'un raisonnement macroéconomique³⁸. Le fait*

³⁷ Voir les conclusions du premier rapport « [Le mystère de la chambre forte](http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf) » sur les théories « karliste » et « maynardienne », <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf>.

³⁸ Le dossier d'*Alternatives économiques*, n° 408, janvier 2021, « Épargne, un trésor inexploité, 6 000 milliards pour transformer l'économie », applique le raisonnement microéconomique à la macroéconomie, notamment dans le paragraphe « L'épargne ou le crédit ? ». Il faut dire que ce magazine, par ailleurs très précieux, est fâché avec Marx et le post-keynésianisme. Pour aider à débroussailler cette question complexe, voir « [Karl Marx, Charles Dumont et Édith Piaf : "rien de rien" ou la réalisation monétaire de la production capitaliste](https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/05/16/karl-marx-charles-dumont-et-edith-piaf-rien-de-rien-ou-la-realisation-monetaire-de-la-production-capitaliste) », 16 mai 2018, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/05/16/karl-marx-charles-dumont-et-edith-piaf-rien-de-rien-ou-la-realisation-monetaire-de-la-production-capitaliste>.

que les individus appartenant aux classes riches possèdent une épargne abondante ne les rend pas, à la fin du cycle de production, propriétaires d'une portion de la chose publique. Le génie des inventeurs de la Sécurité sociale fut de concevoir un système qui séparait le droit au soin de la contribution personnelle en cotisations. Il en est de même pour tous les biens publics produits collectivement. En étendant le raisonnement, ériger les biens naturels en biens communs relève de la même démarche que de soustraire à la logique marchande la santé ou l'éducation, dès lors que la fourniture des services non marchands ne se résumerait pas à instaurer une propriété étatique, mais qu'elle serait auto-administrée par les travailleurs, les usagers et les collectivités publiques concernées. Croire l'inverse serait retomber dans les ornières classiques qui, tel Diafoirus, ont tant fait de mal pour instiller dans la tête des citoyens que la purge et la saignée étaient les bons remèdes de l'économie, au motif qu'il fallait réduire le périmètre des services publics.

- *La crise pandémique a mis en lumière le rôle essentiel des travailleurs soignant, éduquant, recherchant, transportant, souvent employés dans la sphère monétaire non marchande. Leur contribution n'est pas seulement de fournir des choses utiles, essentielles à la vie, mais de produire de la vraie valeur économique ajoutée, contrairement aux allégations traditionnelles sur leur prétendue improductivité³⁹. La réhabilitation du travail essentiel doit être menée tant matériellement que culturellement.*
 - *L'ampleur des investissements à réaliser pour sortir des crises sociale et écologique est évaluée à au moins 4 % des PIB, chaque année, pendant au moins dix ans pour seulement amorcer la pompe d'une bifurcation des modes de production et de consommation. Cela représente annuellement 600 milliards d'euros pour l'Union européenne et 100 milliards pour la France. C'est dire l'importance que revêtiraient la création de banques publiques de développement alternatif, la mise de la banque centrale au service des objectifs définis ci-dessus, la soumission de l'octroi de crédits au respect de conditions sociales et écologiques novatrices, et une réforme fiscale mettant sa progressivité au service de la réduction des inégalités.*
 - *La maîtrise politique collective du système bancaire, et notamment de sa banque centrale, ne vise ni à faire un système centralisé, ni à remplacer la politique budgétaire par la politique monétaire, mais à rendre les deux cohérentes entre elles, dans une orientation sortie de l'austérité pour les pauvres qui n'est jamais que le paravent de l'enrichissement des riches.*
 - *La création de crypto-monnaies pour contourner la maîtrise collective de la création de monnaie et de la politique monétaire, dans une conception libertarienne propice à toutes les spéculations, appelle à une nouvelle régulation planétaire de l'offre de monnaie⁴⁰.*
- 3) *Toutes les solutions qu'il est possible d'imaginer pour piloter l'émission de monnaie ne sont rien sans le rappel de ce principe de base d'une économie monétaire, qu'elle soit totalement marchande ou partiellement non marchande : l'émission de monnaie*

³⁹ À notre connaissance, en langue française, il n'existe qu'un seul ouvrage *théorisant le travail productif* des travailleurs employés dans la sphère monétaire non marchande, à partir du concept de validation sociale du travail, aux antipodes de l'idéologie libérale et de la vision marxiste traditionnelle : [La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste](http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richeesse.pdf), <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richeesse.pdf>. Quelques rares auteurs plaident aussi dans ce sens à partir de la comptabilité nationale, ce qui est juste, mais sans faire mention de la validation sociale.

⁴⁰ Odile Lakomski-Laguerre, « Le projet Libra : Design, fonctionnement et gouvernance », *Les Possibles*, n° 22, Hiver 2020, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-22-hiver-2020/dossier-les-politiques-monetaires-des-banques-centrales/article/le-projet-libra-design-fonctionnement-et-gouvernance>.

est une anticipation de la valeur ajoutée au sein du système productif. Il s'ensuit que la réorientation du crédit doit accompagner la refondation du système productif. Toute déconnexion entre les deux évolutions serait dommageable, soit en termes d'inflation non maîtrisée (mais peu probable aujourd'hui), soit en termes de non-bifurcation d'un système « épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur »⁴¹. L'avertissement de Karl Polanyi sur le risque que comporterait la marchandisation du travail, de la terre et de la monnaie⁴² sonnerait comme le glas d'une société. Faire un pas de côté devient une « ardente obligation », comme le disait naguère le Général de Gaulle à propos du plan.

- 4) *Traversées par des crises s'auto-entretenant, qu'aucun gouvernement ne veut prendre à bras-le-corps parce que cela supposerait de remettre en cause le pouvoir économique, politique et idéologique de la classe dominante, les systèmes démocratiques vacillent au fur et à mesure que la confiance en eux est ébranlée. Surgissent alors des régimes autoritaires, dits illibéraux, dont la rhétorique consiste à habiller de vrai le faux et à désigner des boucs émissaires, avec matraques, gaz et amputations si cela ne suffit pas et l'emprisonnement, voire l'empoisonnement, pour les contestataires les plus résolus. Complotisme et négation de la science foisonnent alors dans un concours de beauté mondial de la fausse nouvelle. Dans le domaine modeste qui est celui sur lequel a porté cette enquête, on ne réussira pas à donner des bases suffisantes à la raison. Puissions-nous au moins ne pas violer le plus élémentaire des bons sens et le donner à voir dans le débat public : la monnaie est une institution sociale, alors sa maîtrise doit être organisée socialement.*
- 5) *L'année 2020 a vu se profiler le risque que le « monde d'après » ressemble au « meilleur des mondes » de Huxley si aucune rupture de trajectoire par rapport au capitalisme n'intervenait, et que l'horizon 1984 d'Orwell se rapproche dangereusement.*

L'inspecteur jugea utile de joindre à son rapport deux extraits des livres de ces deux auteurs, qui, s'ils sont bien connus, gagnent à être relus à l'aune des enseignements d'une année pourrie.

« Techniquement, il serait parfaitement simple de réduire à trois ou quatre heures la journée de travail des castes inférieures. Mais en serait-elles plus heureuses ? Non, nullement. L'expérience a été tentée il y a plus d'un siècle et demi. Toute l'Irlande fut mise au régime de la journée de quatre heures. Quel en fut le résultat ? Des troubles et un accroissement considérable de la consommation de soma ; voilà tout. Ces trois heures et demie de loisir supplémentaire furent si éloignées d'être une source de bonheur, que les gens se voyaient obligés de s'en évader en congé. Le Bureau des Inventions regorge de plans de dispositifs destinés à faire des économies de main-d'œuvre. Et pourquoi ne les mettons-nous pas à exécution ? Pour le bien des travailleurs ; ce serait cruauté pure de leur infliger des loisirs excessifs. Il en est de même de l'agriculture. Nous pourrions fabriquer par synthèse la moindre parcelle de nos aliments, si nous le voulions. Mais nous ne le faisons pas. Nous préférons garder à la terre un tiers de la population. Pour leur propre bien, parce qu'il faut plus longtemps pour obtenir des aliments à partir de la terre qu'à partir d'une usine. D'ailleurs, il nous faut songer à notre stabilité. Nous ne voulons pas changer. Tout changement est une menace pour la stabilité. C'est là une autre raison pour que nous soyons si peu enclins à utiliser des inventions nouvelles. Toute découverte de la science pure est subversive en puissance ; toute science doit parfois être traitée comme un ennemi possible. Oui, même la science.

⁴¹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, Œuvres, Paris, Gallimard, La Pléiade, vol. I, 1965, p. 999.

⁴² Karl Polanyi, *La Grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983, p. 107-109.

La science ? Le Sauvage fronça les sourcils. Il connaissait ce mot. Mais ce qu'il signifiait au juste, il n'eût pas su le dire. Shakespeare et les vieillards du pueblo n'avaient jamais fait mention de la science, et de Linda il n'avait reçu que des indications les plus vagues : la science, c'est quelque chose dont on fait les hélicoptères, quelque chose qui fait que l'on se moque des Danses du Blé, quelque chose qui vous empêche d'avoir des rides et de perdre vos dents. Il fit un effort désespéré pour saisir ce que voulait dire l'Administrateur. —Oui, disait Mustapha Menier [l'Administrateur], c'est là un autre article au passif de la stabilité. Ce n'est pas seulement l'art qui est incompatible avec le bonheur ; il y a aussi la science. La science est dangereuse ; nous sommes obligés de la tenir bien soigneusement enchaînée et muselée. »

Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes* (*Brave New World*, 1932), Paris, Plon, Pocket, 1977, p. 277-278.

« On avait toujours considéré qu'une fois la classe capitaliste expropriée on verrait l'avènement du socialisme ; or, justement, les capitalistes venaient sans conteste d'être expropriés. Les usines, les mines, la terre, le bâti, les transports – tout leur avait été retiré. Et puisque ces biens n'étaient plus propriété privée, il s'ensuivait qu'ils devaient être propriété publique. [...]

L'essence du gouvernement oligarchique n'est pas une transmission de père en fils, mais la persistance d'une certaine vision du monde et d'un certain mode de vie imposée par les morts aux vivants. Une classe dominante ne demeure dominante que tant qu'elle est en mesure de désigner ses successeurs. Le Parti ne cherche pas à perpétuer son sang, mais à se perpétuer lui-même. L'identité de ceux qui détiennent le pouvoir n'a pas d'importance, ce qui compte, c'est que la structure hiérarchique reste la même. [...]

Nous savons que personne ne s'empare du pouvoir dans l'intention d'y renoncer un jour. Le pouvoir n'est pas un moyen, c'est une fin. On n'établit pas la dictature pour sauvegarder la révolution, on fait la révolution pour instaurer la dictature. Le but de la persécution, c'est la persécution. Le but de la torture, c'est la torture. Le but du pouvoir, c'est le pouvoir. [...]

Nous sommes les prêtres du pouvoir. Notre Dieu, c'est le pouvoir. Mais dans l'état où tu es, le pouvoir n'est qu'un mot pour toi. Il est temps que tu t'en fasses une idée. La première chose qu'il faut que tu réalises, c'est qu'il est collectif. L'individu n'accède au pouvoir que lorsqu'il cesse d'être un individu. Tu connais le slogan du Parti : Liberté est Servitude. T'est-il venu à l'esprit qu'il était réversible ? La servitude, c'est la liberté. Seul, et donc libre, l'être humain est toujours vaincu. C'est fatal par ce que l'être humain est voué à la mort, ce qui est la pire faillite. Mais s'il parvient à se soumettre complètement et sans réserve, s'il parvient à échapper à son identité, s'il parvient à se fondre dans le Parti, alors il devient tout-puissant, il est immortel. Le second point à assimiler, c'est que le pouvoir est le pouvoir sur les êtres humains. Sur le corps, mais surtout sur l'esprit. Le pouvoir sur la matière – la réalité extérieure, comme tu dirais – n'a pas d'importance. Notre contrôle sur la matière est déjà absolu. »

George Orwell, 1984, (1949), Paris, Gallimard, Folio, 2018, p. 257 et 261 pour les deux premiers alinéas, p. 330-331 pour les deux suivants.

L'inspecteur relut son texte, le data et le signa de son vrai nom,

Bertrand Larsabal, 1^{er} Janvier 2021

*

* *

7. Épilogue

L'inspecteur imprima son texte pour en avoir une trace tangible et l'expédia par courriel à Jessie, sans rien dire. Les jours passèrent, et il en aurait presque oublié le contenu. Le temps hivernal se confirmait, le vent soufflait par rafales. Il sortait tout de même chaque jour. Les

frênes pliaient, ne rompaient pas encore, mais il les surveillait aux alentours de sa petite maison, vieille de cent cinquante ans au moins. Plus haut, les grands hêtres, dont le diamètre à la base de leur tronc dépassait un mètre cinquante, craquaient sous le poids de la neige accumulée, mais tenaient. Il ne savait pas leur donner un âge approximatif, ses connaissances en dendrologie étaient encore plus faibles qu'en économie, c'est dire. Arpentant ce matin les flancs du vallon sous leurs immenses branches, il se demandait si la résistance aux chocs, la résilience, comme on dit aujourd'hui, de la société dépendait, comme pour les arbres, de leur ancienneté, de leur expérience de gestion des difficultés et du soin collectif que l'on apportait aux membres de la société, le *care*, pour épouser le langage actuel.

Il en était là, et le soleil avait déjà atteint sa hauteur hivernale maximale au-dessus de crêtes. Il décida de redescendre, la nuit tombait encore vite. Depuis plusieurs jours, il n'avait pas consulté sa messagerie. Machinalement, il l'ouvrit en arrivant, envoya à la poubelle quelques messages indésirables et s'arrêta sur celui de Jessie. Elle accusait réception du rapport, le félicitait, mais lui demandait de l'appeler un jour de mauvais temps pour parler de choses et d'autres.

Pas ce soir, décida-t-il, je suis fatigué. Et si jamais elle critique mes élucubrations, je dois être en forme pour comprendre et éventuellement pour répondre. Il remit donc à plus tard.

Le lendemain, il composa le numéro de téléphone de Jessie sur l'application Facetime et se réjouit de voir son amie en forme, en train de siroter un thé de sa collection.

C'est elle qui ouvrit la discussion.

« Je savais que tu étais un peu fada, mais le grain de folie est un gros grain, dit-elle en s'esclaffant. Tu t'es mis en tête de réexposer la théorie monétaire, tout en jetant des pavés dans la mare des multiples orthodoxies.

- Euh, oui, mais l'important est de savoir si je galère ou si ça tient la route.
- Oui, ça tient le route, mais la route que tu empruntes est trop escarpée pour que ceux que tu entraînes derrière toi ne dévissent pas à maints endroits. En réalité quel est ton but ?
- Je n'ai jamais supporté de laisser une énigme en plan. Je veux aller au bout de qu'il est possible de mettre au jour. Il est vrai qu'il faut s'armer de patience pour voir se dessiner nettement l'idée que la monnaie doit devenir un bien commun dont l'administration se fera publiquement, sans aucune dissimulation, pour ancrer la réalité dans une trajectoire de transition sociale et écologique véritable.
- J'ai bien compris, mais pourquoi n'inscris-tu pas aussi cette transition dans une perspective féministe ? N'oublie pas que les femmes ont, à tous les niveaux, et pas seulement à celui du politique au rang le plus élevé dont tu parles, un rôle décisif dans la demande de monnaie et l'affectation de celle-ci. La capacité qu'elles ont conquise de gérer leur argent en témoigne. Et les choix de consommation dans un souci écologique dépendent souvent d'elles.
- Je fais amende honorable, si c'est possible, répondit l'inspecteur. Je reconnais que, dans mon esprit, la question féminine est une question de société, donc sociale comme j'entends ce mot, mais je t'accorde que cela pourrait être insuffisant si le social ne recouvrait que le sens habituellement restreint. Et je promets que je n'ironiserai plus sur les « femmes puissantes » au faite des honneurs, conditionnées comme les hommes de pouvoir.
- Je te connais, je ne crois pas beaucoup à cette promesse, mais je prends note que tu enregistres ma remarque.
- Un dernier petit service si tu peux me le rendre, reprit l'inspecteur. Je suis loin de tout. Pourrais-tu me conseiller une ou deux lectures qui me permettraient d'affiner mes recherches toujours inachevées ?

- Si tu veux t'évader des économistes atterrants, lis *Hérétiques*, de Leonardo Padura⁴³, où tu trouveras mêlés enquête, société et art. Si au contraire tu veux replonger dans le chaudron économique, outre les nombreuses références que tu cites à bon escient, je te conseille *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie* d'un collègue ami⁴⁴. Ça devrait te plaire. Je connais l'auteur et je ne serais pas étonnée qu'il parcourût les mêmes montagnes que toi. Si tu le rencontres, invite-le.
- Alors, je t'inviterai aussi, on trinquera à trois.
- À trois... ou à deux... si tu guéris de ton léger dédoublement de la personnalité.
- Oh, comme c'est perfide ! « Percé jusques au fond cœur d'une atteinte imprévue aussi bien que mortelle. »
- Non, c'est te prendre à ton propre jeu. Et toi, n'as-tu rien à me suggérer ?
- Si, en restant dans le domaine des enquêtes sociales et culturelles, *Le problème Spinoza* d'Irvin Yalom⁴⁵, qui raconte le bannissement du philosophe par sa communauté juive et la chasse à ses archives trois siècles plus tard par un dignitaire nazi.

L'inspecteur sembla réfléchir, l'ironie de son amie avait touché juste. Il était sans doute temps pour lui de tourner la page de la monnaie.

⁴³ Aux éditions Métailié, 2013.

⁴⁴ [Aux éditions du Bord de l'eau](http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/trou-noir.pdf), 2020, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/trou-noir.pdf>.

⁴⁵ Aux éditions Galaade, Le livre de poche, 2012